



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAÎT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 05 AVRIL 2014

N° 1110

PRIX 1 €

EDITORIAL

Municipales : Les succès de la gauche locale ne compenseront pas la déroute générale du parti socialiste en France !

Le gouvernement, la gauche classique et en particulier le parti socialiste et ses élus ont subi une cinglante défaite en France à l'issue des élections municipales. D'abord, le record d'abstention de plus de 36,45 % au premier tour et un peu plus important au deuxième a été surtout le fait d'une abstention de gauche. Les électeurs de gauche en majorité ne se sont pas déplacés. Ils l'ont fait par dépit, et avec le sentiment que le vote était inutile "puisque de toutes façons, on a beau voter, rien ne change, donc... à quoi bon". La gauche perd 155 villes de plus de 9000 habitants dirigées le plus souvent par des maires socialistes. 142 ont été gagnées par la droite.

Quant à l'extrême droite représentée par le Front National, elle gagne 11 villes de plus de 9000 habitants.

La crise, la montée du chômage, les licenciements, l'augmentation de la pauvreté et des difficultés quotidiennes pour la majorité de la population, le fait que ce sont toujours les travailleurs et la population qui payent la note, en taxes, en impôts de toutes sortes, tout cela a été mis au débit de la mauvaise politique du gouvernement Hollande et de son parti.

Aux Antilles par contre, la gauche classique, le parti socialiste et ses alliés, comme le PPM (Parti Progressiste Martiniquais de Césaire) ont gagné des villes supplémentaires : Basse Pointe et Fonds Saint Denis en Martinique. En Guadeloupe, la gauche remporte la municipalité de Sainte Anne contre l'ex maire UMP. La ville de Port Louis a été gagnée par le Parti communiste guadeloupéen, celle du Lamentin par le Parti socialiste.

Il faut dire que la droite traditionnelle et l'UMP sont considérablement réduites déjà depuis plusieurs années aux Antilles. Quant au Front National, encore très faible, mais quand même présent aux élections législatives de 2012, il n'a pu se présenter aux élections municipales. De leur côté, les indépendantistes subissent quelques revers : le poulain de Marie-Jeanne n'a pas été élu dans son fief historique de Rivière Pilote, Malsa a été battu à Sainte Anne, Nilor à Sainte Luce, Hubert à Port Louis.

Pour une majorité d'électeurs antillais, les illusions qu'ils nourrissent en la gauche classique des Lurel et Letchimy ne compteront nullement dans les tentatives de Hollande et du Parti socialiste de récupérer la sympathie de l'opinion publique.

Dans l'hexagone, les déçus de la gauche et du PS n'expriment pas leur colère par des luttes ouvrières et populaires significatives contre les possédants et leurs serviteurs politiques de gauche et de droite.

Dans les quartiers populaires, la déception voire la colère se manifestent plus par un vote en faveur du Front National. C'est lui qui a le plus progressé dans cette partie de la population. Cela traduit un recul de la conscience ouvrière. Bien des travailleurs ont voté pour leurs pires ennemis par rejet du gouvernement socialiste. C'est inquiétant. Voilà une des pires conséquences d'une politique entièrement tournée vers la satisfaction des intérêts patronaux.

Ce qui comptera donc dans l'avenir proche pour les travailleurs y compris ceux qui ont voté à gauche majoritairement aux Antilles, c'est la politique qui sera menée en France par les chefs des Lurel, et Letchimy, c'est-à-dire une politique tournée à fond vers la satisfaction des intérêts du patronat. Les électeurs antillais sont donc pris à un double piège : le premier, en votant majoritairement aux Antilles pour des notables locaux du PS et/ou ses alliés envers lesquels ils se font encore des illusions et le deuxième en votant pour ces gens qui dépendent d'un gouvernement et d'un parti mis en échec en France et qui déplaceront leur politique encore plus vers la droite.

Voilà comment leurs votes seront détournés !

Le salut des travailleurs et de l'ensemble de la population laborieuse ne viendra que de leurs mobilisations et d'une lutte de classe consciente qui changeront le rapport de force social et politique.

Les ministres changent pour que rien ne change !



Face à l'ampleur de la défaite des socialistes aux élections municipales en France, Hollande n'avait pas d'autres choix que modifier le gouvernement. D'abord il a changé de Premier ministre. Jean Marc Ayrault a été remplacé par Manuel Valls, ex ministre de l'intérieur. Pour le reste il y a en fait peu de vrais changements si ce n'est l'entrée de Ségolène Royal dans le ministère de l'environnement car les verts l'ont refusé, ou alors ont vu leurs exigences écartées. Les autres ont été les acteurs du jeu de chaises musicales habituel en se remplaçant les uns les autres.

Certains sont partis ou ont été "démissionnés", comme Victorin Lurel, ministre des Outre-mers, remplacé par George Pau-Langevin, autre Guadeloupéenne de Paris.

Ces changements de gouvernement sont une habitude des gouvernants pour donner à la population l'illusion du changement. Mais en réalité ils ne changent rien. C'est du replâtrage. La presse bourgeoise parle de Valls qui serait "l'aile droite" du PS ou de Hamon "l'aile gauche", mais en réalité ces ministres sont tous des personnages respectueux de l'ordre capitaliste. Pendant qu'ils péroreront, les capitalistes eux, amassent des milliards de profits, leur laissant le soin de se débrouiller pour trouver des parades à la dégradation du niveau de vie de la population. Tous ces gens ne sont que les serviteurs politiques de la bourgeoisie, Lurel, Letchimy compris.

La bourgeoisie a besoin de personnels politiques pour faire en sorte qu'elle puisse continuer à amasser des profits dans les meilleures conditions possibles.

Les ministres et autres députés ou sénateurs sont comptables devant la bourgeoisie du succès de cette mission ou pas.

Et ils nous font croire qu'ils sont comptables devant nous, la population !

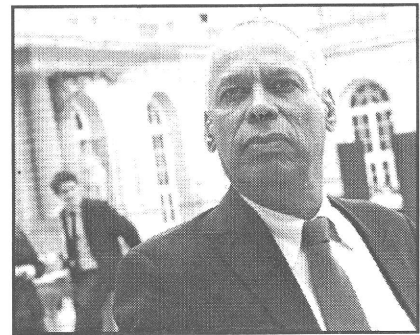
Non, devant nous ils mentent et nous font des promesses, sèment des illusions.

Mais devant les patrons et la bourgeoisie ils doivent donner des résultats, et présenter des comptes réels !

C'est pour cette raison que Hollande met le cap tout droit sur le pacte de responsabilité avec les patrons :

Ils paieront moins de taxes, seront assurés que dans leurs entreprises les travailleurs auront la flexibilité voulue et en échange les patrons ne seront même pas obligés de promettre des contreparties ni de signer quoi que ce soit.

Voilà à quoi ils servent tous, y compris les Lurel et autres Pau-Langevin !



Martinique

Grève à l'hôpital du François

Le mardi 25 mars, les agents du nouvel hôpital du François, soutenus par le syndicat CGTM-Santé se sont mis en grève illimitée. Ils avaient déposé un préavis de grève depuis le 18 mars dans lequel ils refusaient le licenciement d'un de leurs collègues. Ce dernier est préparateur en pharmacie depuis plus de 10 ans. Les agents exigeaient le maintien d'un agent dans le pool des remplaçants alors que le directeur refusait de renouveler son contrat. Ces revendications s'ajoutaient au mécontentement général venant du fonctionnement du nouveau directeur jugé autoritaire voire même méprisant envers les agents.

D'ailleurs, dès le mardi 25 mars, les grévistes ont mis un piquet de grève devant l'hôpital et dressé un barrage, filtrant les entrées. Dans le même temps ils organisaient un service minimum des soins. Après le début de la grève, le directeur a tenté de justifier ses décisions en raison de difficultés budgétaires. Mais il n'a pas convaincu les agents.

Le vendredi 28 mars, les grévistes ont eu une séance des négociations avec le directeur et un responsable de l'ARS (agence régionale de santé). Ils ont obtenu un recul de ces autorités sur certaines de leurs revendications, notamment concernant le préparateur ou l'agent d'entretien dont le directeur voulait se

débarrasser. Mais certains points restaient en suspens et devant l'attitude du directeur, les grévistes excédés ont exigé, en assemblée générale, le départ de ce monsieur. Ils mettaient en avant le fait que son attitude méprisante et souvent injuste rendait désormais tout fonctionnement impossible. Les grévistes ont donc décidé de poursuivre leur mouvement en attendant d'obtenir satisfaction également sur ce point. Une nouvelle rencontre avec l'ARS est prévue le mardi 1^{er} avril.

A trop tendre la corde, elle se casse ! En tout cas, les salariés de l'hôpital du François entendent se faire respecter.

FÊTE DE COMBAT OUVRIER
Dimanche 4 mai 2014 de 12h à 20h au PAKO
à Baie-Mahault (voir le programme en page 4)

Elections Municipales

Les résultats de Combat Ouvrier en Martinique et en Guadeloupe aux élections municipales du 3 mars sont les suivants :

A Fort-de-France en Martinique :
tête de liste :
Ghislaine Joachim-Arnaud :
947 voix 3,83 %

A Capesterre Belle-Eau en Guadeloupe :
tête de liste :
Jean Marie Nomertin :
292 voix 3,16%

Aux Abymes, en Guadeloupe :
tête de liste :
Danielle Diakok :
368 voix 1,75%

L'accord sur l'indemnisation du chômage : un racket de la bourgeoisie sur le dos de la classe ouvrière

Dans la nuit du 21 au 22 mars, des représentants syndicaux de la CFTD, CFTC, FO et le patronat ont signé un accord scélérat sur les nouvelles règles d'indemnisation du chômage. Le nombre de demandeurs d'emplois en France ne cesse d'augmenter. On comptabilisait à la fin du mois de février près de 5 millions de personnes. Si bien que l'Unedic, qui est l'organisme chargé de la gestion de l'assurance chômage, connaît un déficit de plus de 4 milliards et une dette de plus de 17 milliards d'euros. Le Medef, (le principal syndicat patronal) en fixant ces nouvelles règles, comptait faire près d'un milliard d'euros d'économies sur le dos des travailleurs et des précaires. Finalement, il a réussi par cet accord à ne pas dépenser un centime supplémentaire et à faire payer par les travailleurs les économies sur les dépenses de l'Unedic. Le texte prévoit des «droits rechargeables» au salarié qui perdrait son emploi. Cela consiste à permettre au salarié de conserver la durée et le montant de son indemnisation même lorsqu'il accepte un emploi précaire et mal payé. On pourrait penser que ces nouveaux droits sont une avancée sociale, mais, par cette mesure, le patronat souhaite imposer aux chômeurs des petits boulots, où ils seront corvéables à merci avec des salaires de misère. Et ce sera bien entendu aux exploités du système capitaliste de financer ce nouvel accord. Le Medef n'a oublié personne, c'est l'ensemble de la classe pauvre et laborieuse qui est attaqué par cette convention scandaleuse. Premièrement, le montant des allocations-chômage sera abaissé. Le taux minimal de remplacement du salaire qui était de 57,4% sera réduit de 0,4% pour tous les chômeurs dont le salaire brut dépasserait les 2042 euros. Par exemple, un chômeur qui touche 1 500 euros perdra 11 euros par mois. En second lieu, ce coup de rabot est plus important pour les salariés intérimaires qui cumuleraient une indemnisation avec un petit boulot. Ils perdront selon leur situation entre 10 et 300 euros par mois. Troisièmement, les patrons ont décidé d'attaquer les salariés qui ont perdu leur emploi et qui ont reçu des primes dites «extra-légales», c'est-à-dire celles qui ont été définies dans la convention collective de l'entreprise. Ces salariés, qui ont reçu d'importantes indemnités après une rupture du contrat de travail, voient leur délai de carence allongé. Autrement dit, le délai entre le licenciement et le

Les résultats de nos camarades de Lutte Ouvrière en France :
Dans les 204 villes où nos camarades se sont présentés, ils obtiennent 71 964 voix, 1,88% des suffrages. Ils gagnent en tout dix élus dans un certain nombre de villes où ils ont dépassé les 5%, dont trois élus dans la ville de Frouard en Meurthe et Moselle où ils ont obtenu 22,02%.

Les résultats de nos camarades de Lutte ouvrière à la Réunion
Nos camarades avaient présenté une liste dans la ville de Saint Benoit. Ils obtiennent 408 suffrages et 2,69%.

paiement des indemnités chômage, est différé en fonction du montant de la prime. Le délai qui était de 75 jours peut aller jusqu'à 180 jours avant que le travailleur jeté dehors ne touche son allocation. Quatrièmement, les intermittents du spectacle ne sont pas épargnés par le patronat. Ils sont toujours dans le collimateur du Medef qui leur reproche de «coûter trop cher». Leurs cotisations vont être augmentées, elles passeront de 10,8% à 12,8%. Enfin, les seniors seront aussi les rackettés de l'accord. Les salariés de plus de 65 ans, qui ne payaient pas de cotisation chômage, devront désormais la payer comme tous les autres salariés. De plus, avec ce nouveau dispositif, les chômeurs âgés de plus de 50 ans qui représentent plus de la moitié des demandeurs d'emploi, verront leurs ressources considérablement diminuées. Auparavant, un chômeur âgé par exemple de 58 ans touchait une allocation de l'Unedic, jusqu'à ce qu'il remplisse les conditions pour partir en retraite. L'âge de la retraite étant repoussé à 62 ans, les nouvelles règles réduiront des dizaines de milliers de seniors à la misère. Ils risqueront de n'avoir pour ressource qu'une allocation spécifique de solidarité (ASS) ou rien du tout. Ainsi, par cet accord c'est 800 millions d'euros par an qui seront volés de la poche des travailleurs et des chômeurs par les patrons. Les nouvelles règles d'indemnisation du chômage imposées par le patronat et soutenues par le gouvernement et certains syndicats constituent un recul pour l'ensemble de la classe laborieuse. Les jeunes intérimaires, les travailleurs précaires, les travailleurs en CDI, les seniors, qui subissent chaque jour des attaques sur les salaires, sur leur emploi devront retrouver le chemin de la lutte pour obtenir une amélioration de leurs droits. Régulièrement, les patrons suppriment des centaines de milliers d'emplois, alors qu'ils réalisent des centaines de milliards de profits. C'est à eux de payer le déficit et les dettes de l'Unedic. Ce sont eux les véritables responsables. La seule solution face à la progression du chômage, c'est de répartir le travail entre tous sans diminuer les salaires et d'interdire tous les licenciements. Face à une bourgeoisie de plus en plus arrogante et offensive, ces revendications ne pourront être imposées au patronat que par une lutte générale de la classe ouvrière.

Communiqué de Jean Marie Nomertin et de Combat Ouvrier après les résultats de l'élection municipale 2014 de Capesterre Belle-Eau

Je remercie les 292 électeurs qui ont voté pour la liste que je conduisais à Capesterre Belle-Eau. Ce score : 3,16% est certes faible, mais ces 292 personnes dont une grande majorité de travailleurs qui ont voté pour nous ont affirmé l'existence de leur camp : «le camp des travailleurs» et de tous les exploités. Ils ont voté pour un programme de lutte : l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, l'échelle mobile des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'abolition du secret des affaires. Ceux qui ont voté pour la liste que je conduisais n'ont pas voulu que la gauche de Hollande et la droite de Sarkozy, ou quelque aventurier de la politique, soient les seuls à s'adresser à la population ! Ils ont refusé le choix entre les différents partis et politiciens ambitieux qui, au delà de leur rivalité, défendent tous l'ordre

capitaliste et qui par là-même sont dans le camp de la bourgeoisie. Ils ont partagé avec moi le constat que le gouvernement dit socialiste apparaît, tout autant que Sarkozy, comme un gouvernement qui ne cesse de faire des cadeaux au patronat et foule aux pieds les intérêts des travailleurs et des classes pauvres. Les travailleurs de la Banane ont constitué la colonne vertébrale de la liste «Combat Ouvrier-Faire entendre le camp des travailleurs» ! Et ils se sont exprimés sur la seule liste qui pouvait dénoncer la férocité de leur exploitation par les patrons. Ils ont représenté les intérêts de la classe ouvrière dans cette campagne. C'est une raison supplémentaire qui fait que Combat Ouvrier ne participera à aucune négociation ou tractation entre les deux tours. Tout en rejetant la droite de Beaugendre, Combat Ouvrier ne cautionnera pas la gauche de Ramdini. Cette gauche qui se

prétend socialiste représente tout comme ses chefs Hollande, Ayrault et Lurel, les intérêts du grand patronat et des banquiers. Au deuxième tour nos électeurs ne pourront plus exprimer les exigences qu'ils ont exprimées au premier tour en votant pour la liste Combat Ouvrier. Il leur appartient de voter selon leur conscience, de voter blanc... ou de ne pas voter du tout. Maintenant, ce qui comptera pour l'avenir, c'est que celles et ceux qui, en votant Combat Ouvrier, ont approuvé les mesures nécessaires pour défendre les conditions d'existence des travailleurs et des autres classes populaires, continuent à les défendre et à les populariser afin que les travailleurs en fassent leurs objectifs de combat lors de leurs affrontements, inévitables, avec le grand patronat et le gouvernement.

JEAN-MARIE NOMERTIN. COMBAT OUVRIER

Élections municipales : Tassement du camp indépendantiste

MARTINIQUE

Rivière-Pilote, un revers pour Marie-Jeanne

A Rivière-Pilote, fief historique du MIM (Mouvement indépendantiste martiniquais) et de son dirigeant, Alfred Marie-Jeanne, le maire sortant, Lucien Veilleur était opposé à son adjoint Raymond Théodose. Celui-ci disait rester dans la mouvance patriotique du MIM. Il devait déclarer avoir encore sa carte fin 2013, une manière de sous-entendre qu'il ne l'avait plus en 2014 ? 32 voix les séparaient au 1^{er} tour au bénéfice de L. Veilleur (2562 contre 2530). Pour le 2ème tour, Alfred Marie-Jeanne faisait circuler une note manuscrite de soutien à L. Veilleur, qui n'empêcha pas que celui-ci soit devancé par R. Théodose (3752 contre 3135 voix). Un revers donc pour A. Marie-Jeanne et le MIM.

Sainte-Luce, double échec du PPM (parti progressiste martiniquais) et du MIM

A Sainte-Luce également, le MIM a échoué à faire élire son député, Jean-Philippe Nilor. Celui-ci, avec 2222 voix, devançait au premier tour N.G. Monrose (1429 voix) et le maire sortant Louis Crusol PPM (1258 voix). Au 2ème tour L. Crusol a décidé de faire barrage au MIM en se retirant et soutenant son ancien adjoint N.G. Monrose. On entendait dans la commune «il faut barrer Marie-Jeanne». Bilan : au 2^e tour, Monrose a été élu avec 2794 voix contre 2672 à J.P. Nilor. Il y a donc eu un échec à la fois pour le PPM au 1^{er} tour, et pour le MIM au 2ème.

Sainte-Anne, Garcin Malsa battu : Une défaite pour le courant indépendantiste

La mairie de Sainte-Anne était tenue depuis 25 ans par Garcin Malsa du Modemas (Mouvement des Démocrates et Ecologistes pour une Martinique Souveraine). Ecologiste, Malsa est aussi nationaliste partisan de l'indépendance de la Martinique. Cette personnalité locale faisait flotter le drapeau martiniquais vert, rouge et noir au fronton de la

mairie. Il était en tête, face à cinq listes, au premier tour, avec 1 103 voix contre 569 à son suivant immédiat, Jean-Michel Gémieux, prétendument sans-étiquette. Au deuxième tour, ce dernier réalisant une sorte de coalition anti-Malsa, l'emportait par 1683 voix contre 1335.

A noter qu'il a été reproché au nouveau maire d'avoir fait figurer sur sa liste un candidat défendant publiquement les idées racistes et xénophobes du Front National et que cette accusation n'a pas été démentie. Garcin Malsa bénéficia dès le premier tour du soutien du PCM (Parti Communiste Martiniquais) y compris contre Gilles Belmo, candidat du MIM. Ailleurs, le PCM a soutenu le MIM et les «patriotes».

A noter également, au 2ème tour, le soutien à Garcin Malsa du GRS (Groupe Révolution Socialiste, se réclamant du trotskysme), dont ce fut la seule prise de position publique à l'occasion de cette campagne électorale.

GUADELOUPE

Port Louis

L'ex-maire de cette commune, l'un des premiers indépendantistes guadeloupéens, Jean Barfleur, ex-membre de l'UPLG, est décédé quelques jours avant le scrutin. Mais, malade il avait décidé de ne pas se représenter. Son ex-adjoint et ex-compagnon de parti, Jean-Marie Hubert, s'opposait à lui depuis déjà plusieurs années suite à des divergences importantes. Au premier tour, J-M. Hubert devançait Victor Arthein, membre du Parti Communiste Guadeloupéen, (Arthein 1437- J-M. Hubert 1646). Au deuxième tour, fort du soutien des autres candidats du premier tour, Arthein remporta l'élection (2686, voix contre 1796). La commune de Port Louis qui fut dans le passé, un des phares de la lutte des travailleurs et fief du PCG lui revient donc après un détour de plusieurs années par Barfleur.

Commentaires.

Au vu de ces résultats, il serait

prématuré de conclure à la défaite du mouvement indépendantiste en Martinique et en Guadeloupe à l'issue de ces élections. Le nouvel élu de Rivière Pilote contre le poulain de Marie-Jeanne s'affirme lui aussi indépendantiste. A Sainte Luce, l'écart entre Nilor (MIM) et le nouveau maire n'était que de 122 voix. De plus les indépendantistes ont gagné la commune de Gros Morne en Martinique, et dix sièges à Fort-de-France avec Francis Carole (8403 voix 33,96%). Mais la défaite de Garcin Malsa à Sainte Anne (Martinique), figure de la mouvance indépendantiste et de Jean-Marie Hubert à Port Louis (Guadeloupe) autre figure indépendantiste, membre de l'UPLG (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe) sont quand même l'expression d'un tassement du mouvement indépendantiste dans les deux îles. L'avenir dira si cette mouvance est réellement en perte de vitesse. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle ne progresse pas notablement dans l'opinion des deux îles !

Cela s'explique en partie parce que la population ne voit guère de différence entre les notables nationalistes et les politiciens de la gauche et de la droite classiques. Ce sont des notables et des gestionnaires comme les autres. Ils ne se distinguent pas plus, ni mieux que les autres notables. Leur préoccupation majeure n'est pas de défendre en priorité les intérêts de la majorité de la population. Et n'étant ni pires mais ni meilleurs que les autres, comment leur faire confiance de surcroît dans l'état indépendant qu'ils prônent.

Il n'y a donc aucune raison pour la population d'avoir envers ces notables indépendantistes une quelconque différence de traitement. Ces politiciens se font très rarement élire et quand ils le sont, se font réélire, ou battre comme les autres, subissant l'usure ou étant sanctionnés comme les autres pour insuffisance de résultats !

Remerciements de Ghislaine Joachim Arnaud et Danielle Diakok aux électeurs

Dans un communiqué largement distribué à Fort-de-France (Martinique) et aux Abymes (Guadeloupe), Ghislaine Joachim Arnaud et Danielle Diakok ont remercié leurs électeurs qui ont voté pour la liste qu’elles conduisaient : «Combat Ouvrier-Faire entendre le camp des travailleurs». Dans ces deux villes, contrairement à Capesterre

Belle-Eau, elles et Combat Ouvrier n’avaient pas de position particulière à prendre pour le deuxième tour, puisque les maires sortants ont été élus au premier tour. A part ça, la teneur du communiqué est la même que celle de Jean Marie Nomertin que nous publions intégralement dans ce numéro.

Guadeloupe

La campagne sucrière 2014 : Tout le monde se sucre, sauf les travailleurs

La récolte cannière 2014 bat son plein. Le sucre coule à flot. Pour les planteurs comme pour les usiniers, c’est la satisfaction totale.

Pour Bandou, le représentant du syndicat des planteurs (UPG), «*le volume de canne est beaucoup plus important que prévu*». Quant à Lorcet, le PDG de l’usine de Gardel, il se frotte les mains en annonçant des taux de richesse saccharine record.

Tout ce beau monde agricole et industriel veut nous faire croire qu’il découvre tout cela aujourd’hui. Il cherche à nous

convaincre qu’il découvre seulement aujourd’hui que le tonnage de canne de cette année ainsi que la richesse en sucre vont être élevés. Mensonge ! Ce que ces patrons, sé pwofitè, ne pouvaient accorder aux ouvriers lors des Négociations Annuelles Obligatoires (NAO), notamment les 200 € de l’accord Bino signé en 2009, ils peuvent donc le donner aujourd’hui aux ouvriers puisqu’ils crient haut et fort que tout va très bien pour eux. En tout cas, aux ouvriers de la filière canne-sucre-rhum d’exiger que les patrons leur versent des salaires plus importants que les 200€ de l’accord Bino.

Guadeloupe

Grève à l’Université

Depuis le 20 mars, des personnels sont en grève pour exiger des garanties du ministère de l’enseignement supérieur et de la recherche concernant la préservation de la totalité des emplois (titulaires et non titulaires) affectés en Guadeloupe. Ils sont aussi en lutte pour clarifier le nouveau mode de gouvernance, suite à la séparation de la Guyane. Le campus de Fouillole est bloqué et les grévistes tiennent un piquet à l’entrée de la faculté. Voilà des années que les problèmes s’accumulent à l’Université des Antilles et de la Guyane : précarité des personnels, locaux insalubres, mauvaises conditions d’études, échec record... Ce sont les étudiants de famille modeste qui rencontrent le plus de difficultés. Les étudiants et les personnels de Guyane, face à une situation critique, se sont mobilisés pour réclamer des moyens supplémentaires. Ils ont eu raison ! Ils ont été entendus. Leur mouvement a abouti à la création d’une Université séparée en Guyane.

En Guadeloupe, depuis la sécession de la Guyane, certains défendent l’idée d’une Université de Guadeloupe, d’autres une Université des Antilles avec la Martinique. En réalité ce n’est pas le plus important. Ce qui compte

c’est que chaque salarié de l’Université travaille dans des conditions décentes. Ce qui compte c’est que chaque étudiant réussisse, surtout s’il vient d’une famille modeste. Ce n’est pas un choix de statut qui résoudra ces problèmes, mais la lutte des travailleurs et des étudiants pauvres face à la direction de l’Université et face au ministère. Certains chefs du campus de Guadeloupe, souhaitant obtenir «leur» Université, sont à l’initiative du mouvement de grève actuel. Leur but : transformer la mobilisation des travailleurs contre les suppressions de postes en lutte pour une Université de Guadeloupe. Un tel détournement d’objectif ne va pas dans le sens de la défense des personnels et des étudiants pauvres.

Dans un contexte de chômage massif (plus de 30 % de la population) et d’augmentation de la précarité, les travailleurs de l’Université ont d’autant plus raison de se mobiliser contre toute suppression de poste. Mais ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Quelle que soit la nouvelle forme que prendra l’Université, les travailleurs et les étudiants pauvres devront faire entendre leurs propres revendications !

Guadeloupe

Pawol A Travayè Bannann (Plantations en Lutte)

ÉLECTIONS MUNICIPALES : DORMOY A CHOISI SON CAMP ET L’AFFICHE OUVERTEMENT !

Lors de la campagne pour les élections municipales, un véhicule avec sonorisation invitant à participer à des conférences du candidat J. Beaugendre a pu circuler librement sur toute la plantation. Ce qui n’a pas été le cas pour les autres candidats.

Le déclassement d’une partie des terres de Dormoy par la municipalité pour lui permettre de la vendre comme terrain destiné à la construction de l’hôpital et donc d’engranger un joli pactole pouvait laisser penser que les relations entre Beaugendre et L. Dormoy étaient très bonnes pour ne pas dire plus. Désormais, il n’y a plus aucun doute sur la question.

Martinique

Record à la Martinique... pour le prix de l’eau et pour les fuites....

Avec une perte de 41% de l’eau captée due aux fuites des canalisations, perte payée par le consommateur sur sa facture, Fort-de-France se classe parmi les premières villes au palmarès des fuites d’eau. C’est ce que révèlent les associations France Libertés et Que Choisir. Voilà des explications supplémentaires sur les prix élevés de l’eau malgré le fait que l’entretien ou le renouvellement du réseau ne sont pas faits correctement et restent à faire et à payer... En 2012, l’Office national de l’eau révélait dans une étude sur le prix de l’eau qu’avec 2,90€ en moyenne le m3 (hors assainissement), le prix de l’eau en Martinique était le plus élevé de France. Cela confirmait les conclusions d’un audit sur l’eau en Martinique de novembre 2010,

établi à la demande des ministères de l’agriculture et du développement durable. Cet audit donnait quelques indications sur l’origine de ces prix hauts (absence totale de concurrence au niveau de la construction des installations, taxe d’octroi de mer perçue sur le prix de l’eau, alors que ce dernier est fixé à partir de charges elles-mêmes soumises à cette taxe, etc.). Il permettait surtout d’identifier les comptes sur lesquels viennent s’accumuler les profits tirés de ces prix forts. S’il est maintenant bien connu que l’eau distribuée par la Régie communale ou intercommunale directe revient moins cher au consommateur qu’en cas d’intervention d’une société privée de distribution, c’est ce dernier cas qui est de règle en Martinique.

Seule Odyssi sur Fort-de-France est une régie de service public. Sur toutes les autres communes la distribution de l’eau étanche la soif de profits de capitaux privés. Derrière la SME (Côte Caraïbe Nord-Ouest, Centre et Sud de la Martinique, Le Lamentin et Saint-Joseph) on trouve notamment Groupama, Marcel Dassault, la Lyonnaise des Eaux (groupe GDF-Suez). Derrière la SMDS du groupe SAUR (Nord-Atlantique, Morne-Rouge et Schœlcher) on trouve, à côté de la Caisse de Dépôts et Consignations... l’assureur AXA. Les profiteurs-voleurs sont donc bien connus, y compris voire surtout dans les ministères concernés. Mais ils continuent à plus actionner les pompes à fric que les pompes à eau.

Martinique

Education Nationale : Les personnels mobilisés contre les suppressions de postes

Du jeudi 27 mars 2014 au lundi 31 mars, le Rectorat a été bloqué par les enseignants en colère. Le déblocage s’est opéré à partir du moment où la Rectrice a accepté de discuter avec les grévistes. Le premier avril, la grève était terminée.

Mais ce mouvement aura été particulièrement combatif. Un groupe de militants syndicaux campait même sur le parking depuis plusieurs jours. En effet, les enseignants soutenus par quatre syndicats, SNETAA-FO, SNES-FSU, SE-UNSA et SMPE-CGTM, réclament l’annulation des mesures de suppression de postes programmées par le ministère et mises en œuvre par le rectorat. L’UPEM (union des parents d’élèves de Martinique) a fait savoir qu’elle soutient ce mouvement.

Le rectorat a programmé la suppression de 90 postes budgétaires pour faire des économies sur les dépenses publiques. Mais ce n’est pas ce motif qui est donné aux personnels, aux organisations syndicales et à l’opinion publique en général. La raison avancée est

toujours la ... *«baisse des effectifs»*. Toujours la même vieille ficelle! Les syndicats ont organisé des prises de parole le 27 mars au LP (lycée professionnel) Lumina Sophie, à Pointe des Nègres (Gaillard et Dumas), au LP Alier et à Desrochers pour informer les personnels et dénoncer les mesures rectorales. Une réunion a eu lieu au LP Fanon, à Trinité le vendredi 28 mars 2014. Il faut savoir que le gouvernement, sur injonctions du patronat (MEDEF) et de la Commission de Bruxelles, veut réaliser ... 100 milliards d’euros d’allègement de charges et d’économies. *«Le Premier ministre a demandé à Marylise Lebranchu d’ouvrir des négociations dans la fonction publique pour faire en sorte d’affecter les fonctionnaires là où c’est le plus utile. Quel résultat cela aura sur le nombre global de fonctionnaires ? Je ne peux pas répondre.»* (Najat VALLAUD-BELKACEM, porte-parole du gouvernement).

C’est parce que les personnels connaissent les raisons et les conséquences de ces suppressions qu’ils se mobilisent : moins de moyens pour mettre en œuvre les fameux nouveaux «rythmes

scolaires», classes à effectifs surchargés, suppressions de postes (enseignants et administratifs), de formations, de filières (Habilleme nt, STI), non embauche de contractuels, multiplication des «postes à complément de service» imposant à des collègues d’exercer dans deux, voire trois établissements, affectation hors de Martinique de nombreux collègues, autrefois non titulaires, et aujourd’hui stagiaires : voilà quelles sont les conséquences désastreuses d’une telle politique.

Dans la réunion du lundi 31 mars 2014 au rectorat (Tartenson) entre les syndicats et la Rectrice, cette dernière a reconsidéré certaines mesures (11 postes sur les 90). Il s’agit là d’un petit pas qu’elle a accepté de faire devant la détermination des personnels mobilisés. Mais elle a aussi posé ses exigences et ses limites : le déblocage du rectorat de Terreville et le non retour sur d’autres suppressions de postes.

Une nouvelle rencontre avec les syndicats a été programmée le mardi 1^{er} avril à 14 heures pour poursuivre les discussions. En attendant les personnels sont décidés à se battre pour ne pas subir ces mesures arbitraires.

Guadeloupe

Grève dans deux lycées au mois de mars

Du 18 au 25 mars, les enseignants ont fait grève au lycée Coëffin de Baie-Mahault. Leur principale revendication était le rétablissement de 4 postes supprimés. Les personnels avaient accepté, à contrecœur, une suppression annoncée en janvier. Mais 2 mois plus tard, ils ont appris que le rectorat prévoit 4 autres suppressions de postes, soit 5 professeurs de moins pour la prochaine rentrée.

Le Recteur a refusé de prendre ses responsabilités, et il n’a pas accepté de recevoir les grévistes, en expliquant : *«La nouvelle demande d’audience, qui plus est dans un cadre non réglementaire, est totalement injustifiée»* !

Après une semaine, les grévistes ont cessé leur mouvement, sans avoir obtenu le rétablissement des 4 postes en question. Ils envisagent à l’avenir d’autres actions. Ils ont quand même eu gain de cause sur certains points concernant leurs conditions de travail (ventilation des salles, matériel informatique, etc.). Quelques jours avant, au lycée agricole de Convenance, les personnels ont eux aussi fait grève, cette fois-ci avec succès. Une enseignante de l’établissement, contractuelle depuis 10 ans, a réussi récemment son concours pour devenir titulaire. L’administration avait promis qu’en Outre-mer les personnes dans cette situation seraient maintenues sur leur poste.

Mais cette enseignante était malgré cela menacée de perdre sa place. Les professeurs ont protesté contre cette décision injuste, et ils ont obtenu le maintien de leur collègue dans le lycée. En Guadeloupe, les 31 suppressions de postes annoncées pour septembre 2014 vont aggraver une situation déjà difficile dans les collèges et les lycées. Ces deux exemples montrent que seule la mobilisation permet de défendre le service public d’éducation. Mais des grèves limitées à un ou deux établissements ont peu de chances d’aboutir. Il faudrait un mouvement d’ensemble, qui associe tous les personnels, les élèves et leurs parents.

Après l'arrestation de trois généraux

Le président Maduro, successeur de Chavez, est confronté depuis le mois de février à un mouvement de protestation initié par les étudiants. Ce mouvement contre des problèmes réels de la population – la violence, la flambée des prix et la pénurie des produits de première nécessité – a trouvé un assez large écho dans la population, même si les plus pauvres restent attachés au régime «chaviste».

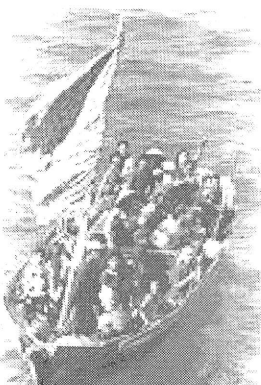
La seule réponse de Maduro a été la répression et, tout en prenant langue avec certains de ces oligarques, une série d'appels au secours à la population laborieuse accablant l'idée qu'il serait menacé par un coup d'État. L'arrestation le 25 mars de trois généraux accusés de conspiration est sans doute une façon de faire apparaître la menace plus réelle...

L'événement montre malheureusement que Maduro s'en tient à sa tactique et qu'il est toujours aussi décidé à ne pas faire la seule chose qui pourrait à la fois résoudre les problèmes de la population et faire taire les super-riches : appeler les pauvres à s'en prendre réellement aux profits de la bourgeoisie et des multinationales.

Malheureusement, il a été récupéré par une opposition ultraréactionnaire dont les divers «porte-parole» – Enrique Capriles, Leopoldo Lopez et Maria Corona Machado – sont tous les représentants directs des familles les plus riches du Vénézuéla. La

HAÏTI

Derrière la façade du tourisme, le flot de boat people continue



Bahamas.

La Garde côtière américaine rappelait qu'elle a intercepté 559 Haïtiens depuis le 1er octobre. Le flux ne diminue donc pas, le trajet au large des Bahamas est un point de passage des boat people d'Haïti vers les USA.

Le Premier ministre des Îles Turks and Caïcos, Rufus Ewing, en a profité pour demander au gouvernement haïtien de faire davantage d'effort pour «endiguer le flot d'immigrants clandestins haïtiens vers son pays». Il est prêt à collaborer, à se débarrasser de ces indésirables, en rapatriant les immigrants le plus rapidement possible vers Haïti, pour les «dissuader de risquer leur vie dans des embarcations de fortune» ; les belles paroles !

Alors que les responsables du gouvernement vendent la destination Haïti dans les agences de tourisme et à l'ONU, une partie de la population pauvre se résigne à fuir l'exploitation en tentant d'atteindre les États-Unis par la mer.

Le 31 mars, les gardes-côtes américains ont rapporté l'arrestation de 82 immigrants haïtiens en haute mer, au Sud des Bahamas (île de Great Inagua) durant la semaine. Le même jour, la police maritime des îles Turks and Caïcos indiquait qu'elle avait intercepté une embarcation transportant 94 hommes et 20 femmes en provenance d'Haïti. Le 25 décembre dernier, un voilier transportant une cinquantaine de passagers allant vers les USA a fait naufrage et 18 personnes se sont noyées. Au mois novembre, 30 Haïtiens avaient connu le même sort au large des côtes des

Avec la dégradation de la situation pour les pauvres, le nombre des boat-people a augmenté. Dans les quartiers populaires, le chômage, l'absence de salaire, l'absence de toit pour habiter, la misère qui s'aggrave poussent les habitants à se risquer en mer pour chercher une vie meilleure ailleurs.

D'autres n'espèrent ni dans les politiciens, ni dans les passeurs ou dans quelques sauveurs. Ils comptent sur la mise en commun de leurs énergies pour construire leur propre force et défendre leurs intérêts pour arracher ce qui leur est dû.

Martinique

Méthode Coué contre le chômage ?

«Léger mieux sur le marché du travail», titrait France-Antilles le 27 mars. La cause de cet optimisme ? Une baisse de 197 chômeurs en Martinique entre février et mars 2014.

Sur 45 281 chômeurs, la baisse n'est même pas de un demi pour cent ; qu'à cela ne tienne, le quotidien quasi-officiel y voit la justification de son titre dans le style : «Tout va très bien, Madame la Marquise...» ; quitte à devoir nuancer peu après.

Pourtant, d'après les chiffres fournis par Pôle Emploi, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans aurait baissé de 4,6 % en un an... mais accuserait une hausse 13,4 % pour les plus de 50 ans. L'embellie est donc toute relative. Surtout que Pôle Emploi lui-même prévient que : «au delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent affecter

les données relatives aux demandeurs d'emploi». Et, de fait, leurs chiffres révèlent que, sur les plus de 4 500 sorties de Pôle Emploi - compensées par un nombre équivalent d'entrées - comptabilisées en février, seulement 18,4 % l'étaient à la suite d'une reprise d'emploi effective ou d'une entrée en stage. Pour les plus de 80 % restants il s'agit de chômeurs sortis de Pôle Emploi... en restant chômeurs (radiation, défaut de mise à jour du dossier, arrêt de recherche d'emploi, etc.).

Par delà les titres de la presse, la population laborieuse sait ce qu'il en est. Elle sait bien que l'ensemble de la société est gangrenée par le chômage et elle sent que nulle solution ne viendra de ceux qu'on appelle les «décideurs institutionnels».

EGYPTE

La répression se durcit, mais les travailleurs résistent

Lundi 24 mars, après deux jours de procès durant lesquels les avocats des accusés n'ont pas été entendus, un tribunal égyptien a condamné à mort 529 personnes. Elles sont convaincues d'avoir «violé» la loi anti-manifestation récemment décrétée par le régime lors de récentes émeutes.

C'est la plus importante condamnation en masse de l'histoire de l'Égypte. C'est un message adressé à la population par le régime militaire : la répression contre tous les opposants va continuer. Après les grandes révoltes populaires et les vagues de grèves qui ont fait tomber le général Moubarak en 2011, l'armée égyptienne avait, dans un premier temps, accepté de partager le pouvoir avec les islamistes (Frères Musulmans).

Ces derniers constituaient le principal parti d'opposition et leur direction, malgré son vague discours en direction des pauvres, avait donné des gages de son attachement à la propriété privée et au maintien de l'ordre capitaliste. Dès avant l'arrivée de leur représentant, Mohammed Morsi, à la présidence, les Frères

Musulmans avaient milité en faveur d'une loi restreignant le droit de grève. Ils avaient pris position contre la participation aux grandes manifestations qui continuaient dans le pays... sans toujours être suivis par leurs propres militants. La multiplication des déclarations religieuses réactionnaires pour compenser leur incapacité – leur refus, en fait – de répondre à la soif de justice sociale de nombre de leurs sympathisants, n'y a rien fait. Au bout d'un an à peine, l'incapacité des islamistes à canaliser la colère populaire a clairement fait baisser leur cote auprès des militaires. En juillet 2013, à la faveur d'une grande vague de protestation contre Mohammed Morsi, l'armée a opéré un coup d'État, reprenant seule les rênes du pouvoir et déclenchant une vague de répression qui a déjà fait plusieurs centaines de morts. Pour diviser l'opposition laïque ou de gauche, le régime réserve ses coups les plus spectaculaires aux islamistes. Mais des dizaines de militants politiques ou syndicaux ont déjà été arrêtés depuis le début de l'année.

Pour le moment, ce déploiement de force ne semble pas réussir complètement à intimider la

population, et notamment les travailleurs. Du 10 au 22 février dernier, 20 000 ouvriers du textile ont fait grève à El Mahalla El Koubra jusqu'à ce que le gouvernement promette de répondre à leurs revendications. Dans la foulée les chauffeurs de bus du Caire cessaient le travail. Lundi 23 février, c'était au tour des postiers d'entamer une grève nationale pour une augmentation de 50 % et le limogeage des chefs corrompus de La Poste. Le même jour, le gouvernement démissionnait brutalement, pour faire place à une nouvelle équipe remaniée... L'idée est, en fait, de permettre à l'homme fort de l'Armée – le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi – de se présenter à l'élection présidentielle d'avril (ce qu'il ne pouvait pas faire tant qu'il était ministre). Le message est clair : l'armée est décidée à durcir encore la répression contre toutes formes d'agitation. La condamnation en masse du 24 mars, même si elle vise des sympathisants islamistes, va dans le même sens.

Les postiers, qui avaient interrompu leur mouvement le 5 mars, se sont remis en grève il y a quelques jours.

ÉLECTION EUROPÉENNE :

Une liste Lutte Ouvrière-Combat Ouvrier conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud et Jean-Marie Nomertin sera présente dans la 8ème circonscription :

la circonscription d'Outre-Mer à l'Élection Européenne du 24 mai prochain.

Guadeloupe

Fête de Combat Ouvrier

Dimanche 4 mai de 12h à 20h
au Pako à Baie Mahault

Avec Pascal MOESTA

Participation aux frais : 25€
Tarif enfant : 15€

PROGRAMME

12h : Ouverture de la fête
au son du Ka.

Apéritif

12h 30 : Repas champêtre
en musique

Menu :

Entrées : Salade de fruit à pain hareng saur

Salade Campagnarde (légumes, œuf, poulet fumé...)

Salad Kapestè (Gèl a Kochon/ti fig)

Plats : Colombo de cabri à l'indienne
ou Filet de vivaneau

Accompagnements :
Riz légumes - Riz pois canne
Riz nature

Légumes vapeur

Dessert : Glace annou

Vin, Café

Champagne à la demande

14h 30 : Allocutions

15h : Prestation de
Pascal Moesta

16h : Bal titane

20h : clôture de la fête

A l'espace Forum : 15h 30 :
Forum de Combat Ouvrier :
« Combat Ouvrier et les élections », suivi d'un débat

17h : Forum scientifique :
« Cimetières et villages d'esclaves ; ce que nous apprend l'archéologie sur l'esclavage en Guadeloupe », avec projection commentée.

Autres activités et loisirs :
Librairie pour acheter ou consulter livres, brochures et documents

Déguster accras, gâteaux, chodo... au stand réservé à cet effet.

Commander des boissons au bar

Vous exercer au stand de tir

Jouer aux jeux vidéo, surtout pour les jeunes

Laisser vos enfants s'amuser au château gonflable

Vous amuser entre amis avec des jeux de société (dames, cartes, dominos...)

A partir de 16h,
danser jusqu'à 20h

Alors, tous, rendez-vous
dimanche 4 mai pour
passer un moment
agréable !

Contact : 0690734893 ou
0690627925

Email :
redaction@combat-ouvrier.net

Site internet :
www.combat-ouvrier.net

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 33 €
SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire m'abonner au journal
COMBAT OUVRIER pour une
période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme
de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAÏS - Combat Ouvrier.

1111 Rés Matélie, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.

Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
P. ANAÏS

Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER

M. Philippe Anaïs.

1111 Rés Matélie, l'aiguille,

97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE

B.P. 821

97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION

Imp. ERAPRESS

Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier

http://www.combat-ouvrier.net

Pour nous écrire sur internet

redaction@combat-ouvrier.net